

L'adhésion au Commonwealth représente un des fondements sur lesquels repose la politique étrangère du Canada, qui favorise l'expansion d'une forte communauté de nations britanniques, capable d'exercer une importante influence sur la paix et le progrès du monde. L'adhésion du Canada au Commonwealth lui assure des relations particulièrement étroites avec cette association de nations qui, malgré la diversité de leurs origines, partagent de grands idéaux et de grandes traditions. Les liens qui unissent les pays du Commonwealth se caractérisent surtout par l'esprit de collaboration qui découle de leurs consultations en commun et de leurs échanges d'idées. Ces échanges se poursuivent constamment, non seulement dans les capitales des pays du Commonwealth mais dans d'autres capitales, à l'Organisation des Nations Unies et à d'autres groupements internationaux.

A part ces entretiens continus à divers échelons, des réunions spéciales du Commonwealth ont lieu afin d'étudier et de coordonner l'ensemble toujours croissant des projets et entreprises du Commonwealth dans certains domaines spéciaux et pour examiner les événements internationaux à la lumière des concepts adoptés par le Commonwealth. En 1965, la plus importante de ces conférences a été la réunion des chefs d'État (premiers ministres et présidents) qui s'est ouverte à Londres le 17 juin. Cette conférence était la treizième de cette série de réunions qui se tiennent à intervalles réguliers depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Malte, la Zambie et la Gambie, soit les trois plus récents membres du Commonwealth, y étaient représentés pour la première fois à titre de nations indépendantes.

Comme dans le passé, l'aide que le Canada offre aux pays en voie de développement, s'est principalement adressée aux pays de Commonwealth dans le cadre du Plan de Colombo, du Programme d'aide du Canada aux Antilles et du Programme spécial d'assistance aux pays africains du Commonwealth (SCAAP). Depuis l'inauguration du Plan de Colombo, le Canada a versé, aux fins de ce Plan, plus de 500 millions de dollars et son aide aux pays africains du Commonwealth, aux termes du SCAAP, a dépassé 21 millions pour la période 1960-1964. En outre, de 1958 à 1964, le Canada a versé quelque 16 millions aux termes d'un programme d'assistance générale et technique aux pays antillais du Commonwealth. En 1964, le Canada a également lancé des programmes d'aide militaire destinés aux progrès des moyens de défense de certains pays du Commonwealth. A cette initiative vient encore s'ajouter l'adoption d'un Programme spécial de prêts pour le développement, aux fins duquel le Canada consacre 50 millions de dollars chaque année. En somme, à mesure que les contributions du Canada aux programmes d'assistance déjà adoptés augmentent, les nouvelles initiatives accroissent la somme totale de l'aide du Canada à l'étranger et, sur l'ensemble de cette somme, plus de 90 p. 100 sont consacrés aux pays du Commonwealth.

Le Canada participe activement au Plan de bourses d'étude et de recherche du Commonwealth (voir pp. 187-188) et il joue un rôle important dans la formation et le recrutement d'instituteurs pour les pays du Commonwealth et dans la mise au point des plans de collaboration en matière de formation technique. Pendant l'année scolaire 1964-1965, 261 instituteurs ainsi que 61 autres Canadiens délégués d'universités enseignaient en vertu des programmes d'assistance à l'enseignement dans les pays sous-développés du Sud-Est asiatique, de l'Afrique et de la région des Antilles.

Sous-section 2.—Le Canada et les Nations Unies

Le problème du financement des opérations de maintien de la paix et les difficultés d'autant plus graves qu'elles entraînent dans le domaine constitutionnel ont joué un rôle de premier plan dans les activités des Nations Unies en 1964. Le problème le plus immédiat était causé par l'accumulation des arriérés qui totalisaient 115 millions de dollars à la fin de l'année et dont 98 p. 100 étaient constitués de quotes-parts impayées pour les opérations de maintien de la paix au Moyen-Orient et au Congo. L'Union soviétique et ses alliés étaient suffisamment en retard dans leurs paiements pour qu'on